

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 23 FÉVRIER 2023  
D23022023/50

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Christian BOURA donne pouvoir à Patrick BURAN  
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI  
Jean-Yves MAS donne pouvoir à Laurent PEYRONDET  
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Evelyne MOULIN  
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Christian BOURNIGAL, Valérie DA COSTA OLIVERA,

Membres suppléants  
remplaçant un membre  
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Dominique PATRAS

**Objet :** : AMENAGEMENT NUMERIQUE : TRAVAUX ALTERNATIFS (TYPE ENFOUISSEMENT OU REMPLACEMENT DE POTEAUX ENEDIS) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE SUR SON TERRITOIRE

**Rapporteur :** Jean-Marc SIGNORET, 4<sup>ème</sup> Vice-Président

**Vote :** UNANIMITE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les dispositions issues de l'article L1425-1 du CGCT,

**VU** la délibération d'adhésion de la Communauté de Communes à Gironde Numérique,

**VU** la convention de Délégation de Service Public du 13 mars 2018 conclue entre Gironde Numérique et Orange pour le déploiement de la fibre optique sur tout le territoire girondin,

**VU** la délibération n°201216-002 en date du 16 décembre 2020 du Comité Syndical de Gironde Numérique ayant pour objet de créer une enveloppe de travaux supplémentaires.

**CONSIDÉRANT** que les EPCI de Gironde ont transféré la compétence « Aménagement Numérique » à Gironde Numérique,

**CONSIDÉRANT** que la convention de Délégation de Service Public conclue entre Gironde Numérique pour le déploiement de la fibre sur toute la Gironde a prévu que Gironde Très Haut Débit, en tant que délégataire, a pour missions principales le financement, la conception, la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation du réseau d'initiative public girondin,

**CONSIDÉRANT** que le principe de réalisation de travaux alternatifs a été institué afin de prendre en considération certaines situations particulières liées au déploiement du réseau, notamment des considérations paysagères, d'enfouissement, de sécurité, ou d'urbanisme,

**CONSIDÉRANT** que ces travaux alternatifs, demandés par Gironde Numérique dans le cadre de son pouvoir de direction et de contrôle, sont réalisés par GTHD dans le cadre de la DSP en tant que maître d'ouvrage délégué. Ces travaux font partie des investissements de premier établissement,

**CONSIDÉRANT** que le recensement des besoins en travaux alternatifs incombe aux EPCI préalablement à une communication à Gironde Numérique,

**CONSIDÉRANT** que Gironde Numérique instruit les demandes des communes répondant aux critères d'éligibilité,

**CONSIDÉRANT** qu'un avenant à la Convention Gironde Haut Méga doit définir les modalités techniques et financières des travaux alternatifs entre Gironde Numérique et la Communauté de Communes,

**CONSIDÉRANT** que le montant de participation par Gironde Numérique sur les travaux alternatifs envisagés pourra correspondre jusqu'à 100 % du coût des travaux, dans la limite de l'enveloppe dédiée.

**CONSIDÉRANT** que les statuts confèrent la compétence d'instruction des demandes et d'octroi de la subvention au Président de Gironde Numérique,

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Communautaire :

- De bien vouloir approuver le périmètre des travaux alternatifs sur le territoire des communes indiquées dans le tableau joint,
- De valider l'engagement financier de 1 501 793 € étant précisé que la part de financement intercommunal ressort à 353 629,60 €, la part du financement communal à 88 407,40 € et la part de Gironde Numérique) 1 059 756 €,
- D'autoriser le Président à signer l'Avenant à la Convention GHM pour les travaux alternatifs sur le territoire de la Communauté de communes Médoc Atlantique,
- De désigner la Communauté de Communes comme chef de file de la convention auprès du Syndicat Gironde Numérique pour opérer les paiements sur 4 années (2023-2026) et recouvrer la participation des communes à concurrence de 88 407,40 €.

		Montant des travaux	Reste à charge	Part CCMA (80%)	Part communale (10 %)
<b>Les Landes de Gironde</b>	Passer de Dignac (vers l'Estuaire) - 2 000 ml	170 053,00 €	50 053,31 €	40 042,65 €	5 005,33 €
<b>Labenne</b>	route entre le carrefour et plage du Min Ser - 1 600 ml	113 053,00 €	33 275,96 €	26 620,77 €	3 327,60 €
<b>Labenne</b>	Pas de doublement de poteaux sur 10 poteaux Enedis KO - 600 ml	76 995,00 €	22 662,67 €	18 130,14 €	2 266,27 €
<b>Labenne</b>	Route de Charix et fin de la route du Port - 1500 ml	107 951,00 €	31 774,24 €	25 419,39 €	3 177,42 €
<b>Labenne</b>	route de Troussat à route du Mourey - 2 250 ml	163 426,00 €	48 102,73 €	38 482,18 €	4 810,27 €
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>631 478,00 €</b>	<b>185 868,92 €</b>	<b>148 695,13 €</b>	<b>18 586,89 €</b>
		Montant des travaux	Reste à charge	Part CCMA (80%)	Part communale
<b>Carcassonne</b>	Route de Saint Etienne des Bains - 1 400 ml	94 201,00 €	27 727,08 €	22 181,66 €	8 643,23 €
<b>Labenne</b>	Chemin de Mégeus Porte Sée et Entrée de Carcassonne rond point sur la D6 - 1 100 ml	75 451,00 €	22 208,21 €	17 766,57 €	7 539,46 €
<b>Gironde Numérique</b>	route de l'océan - 1 400 ml	223 081,00 €	65 661,55 €	52 529,24 €	16 230,13 €
<b>Labenne</b>	route de l'océan et route de l'océan - 1 400 ml	226 669,00 €	66 717,64 €	53 374,11 €	16 441,34 €
<b>Saint-Etienne-de-Médoc</b>	route de la plage et passage de la Grande Canale à la Dignac - 1 800 ml	88 913,00 €	26 170,61 €	20 936,49 €	8 331,94 €
<b>Labenne</b>	Remplacement de 27 poteaux Enedis KO en centre urbain	162 000,00 €	47 683,00 €	38 146,40 €	12 634,42 €
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>870 315,00 €</b>	<b>256 168,08 €</b>	<b>204 934,47 €</b>	<b>69 820,51 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 501 793,00 €</b>	<b>442 037,00 €</b>	<b>353 629,60 €</b>	<b>88 407,40 €</b>

## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 9 février 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU le projet d'avenant,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DÉCIDE :

- De bien vouloir approuver le périmètre des travaux alternatifs sur le territoire des communes indiquées dans le tableau joint,
- De valider l'engagement financier de 1 501 793 € étant précisé que la part de financement intercommunal ressort à 353 629,60 €, la part du financement communal à 88 407,40 € et la part de Gironde Numérique) 1 059 756 €,
- D'autoriser le Président à signer l'Avenant à la Convention GHM pour les travaux alternatifs sur le territoire de la Communauté de communes Médoc Atlantique,
- De désigner la Communauté de Communes comme chef de file de la convention auprès du Syndicat Gironde Numérique pour opérer les paiements sur 4 années (2023-2026) et recouvrer la participation des communes à concurrence de 88 407,40 €.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

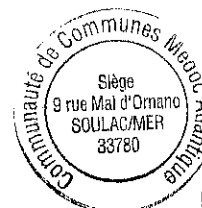
Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 23 FÉVRIER 2023



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.